

Questions orales

• (1415)

Des initiatives comme les modifications apportées à la Loi sur les prêts aux petites entreprises, de même que les mesures prises par la Banque de Nouvelle-Écosse ont donné le ton. Le moment est tout indiqué pour le gouvernement d'aller de l'avant.

* * *

LE MAINTIEN DE LA PAIX

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Monsieur le Président, de la tragédie humaine dont nous sommes témoins en Bosnie-Herzégovine émergent des héros remarquables, des hommes et des femmes venant de divers pays. Premièrement, il y a les forces canadiennes de maintien de la paix, ces quelque 1 200 soldats canadiens et 45 observateurs de la GRC qui, chaque jour, mettent leur vie en péril. Nous ne devons pas oublier non plus les familles que ces personnes ont laissées au Canada. Elles sont conscientes des risques plus que quiconque.

Pas plus tard qu'aujourd'hui, des hélicoptères britanniques ont évacué deux Canadiens blessés durant l'opération massive déclenchée en vue de sauver la ville de Srebrenica.

En outre, le général français Philippe Morillon, qui a pris la relève du général canadien Lewis Mackenzie en tant que commandant des forces des Nations Unies. Il déploie des efforts héroïques pour sauver les 60 000 civils de cette ville.

Nous ne devons pas oublier non plus Larry Hollingsworth, ancien officier de l'armée britannique qui travaille maintenant avec le haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Il a quitté la Somalie en juillet dernier pour se rendre directement en Bosnie.

Je prie instamment tous les députés de rendre hommage aujourd'hui à ces héros méconnus.

Des voix: Bravo!

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. Bob Horner (Mississauga—Ouest): Monsieur le Président, je voudrais attirer votre attention sur un avantage de l'Accord de libre-échange que de nombreuses sociétés canadiennes auraient intérêt à connaître.

Je cite en exemple la société Gray Tools de Brampton, en Ontario. Après la ratification de l'Accord de libre-échange, cette vieille entreprise familiale a pu adhérer à une association commerciale des États-Unis, l'American Supply Machinery Manufacturers Association, qui excluait auparavant les Canadiens et qui organise l'une des plus grandes foires commerciales de l'industrie nord-américaine.

À sa première participation à la foire, la société Gray Tools a recruté 17 nouveaux clients. Les nouveaux marchés qu'elle a conclus et les contacts qu'elle a établis ont fait gonfler son chiffre de ventes aux États-Unis, qui représente désormais 40 p. 100 de ses ventes totales, comparativement à seulement 25 p. 100 en 1988.

Voici ce qu'Aleck Gray, président de la société, a déclaré: «Sur le plan des exportations, l'Accord de libre-échange n'a pu être que bénéfique. Pendant que nos ventes au Canada fléchissaient au cours de la dernière récession, nos ventes aux États-Unis montaient en flèche.»

Voilà de bonnes nouvelles pour les centaines d'employés de la société.

QUESTIONS ORALES

[Français]

L'ÉCONOMIE

Mme Sheila Coppins (Hamilton—Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Hier soir, dans un discours prononcé lors d'une assemblée à Toronto, le ministre de l'Environnement a dit que les Canadiens et les Canadiennes sont préoccupés par le décrochage scolaire, le taux de chômage trop élevé et l'accroissement de la pauvreté. Le ministre a ajouté que les problèmes vécus par les jeunes sont dus à une économie malade et non au système scolaire.

Est-ce que le ministre des Finances est d'accord avec son collègue que l'économie est malade et cause du tort aux jeunes? Va-t-il corriger cette situation, dans le prochain budget, en créant de nouveaux programmes s'adressant spécifiquement aux jeunes?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le ministre de l'Environnement n'a jamais fait pareille déclaration au sujet de la maladie de l'économie. Il a souligné certains problèmes qui existent, mais il a indiqué les efforts les plus importants réalisés par le ministre des Finances et le gouvernement, qui font en sorte qu'aujourd'hui les taux d'intérêt sont à leur plus bas depuis 21 ans, que le taux d'inflation est à son plus bas depuis 30 ans, que les taux hypothécaires sont à leur plus bas depuis 35 ans et que nous connaissons un taux de croissance. . .

Une voix: Et le chômage?

M. Mulroney: Oui, un taux de chômage plus bas que lorsque vous, les Libéraux, étiez au pouvoir. Voilà la réalité. C'est cela que le ministre de l'Environnement dit, et nous sommes prêts en temps opportun à faire campagne électorale sur notre dossier économique.